

ArcelorMittal / Gandrange

Le Brésilien Gerdau est candidat à la reprise du site

Le sidérurgiste brésilien Gerdau est candidat à la reprise de l'aciérie de Gandrange, a indiqué dimanche la municipalité d'Amnéville (Moselle) alors que le gouvernement a réaffirmé qu'il voulait sauvegarder les 595 emplois devant être supprimés sur site par ArcelorMittal.

«Le groupe Gerdau, que nous avons contacté, est officiellement candidat à la reprise de l'ensemble du site d'ArcelorMittal», a indiqué Alain Stahl, consultant chargé du dossier par le député-maire (UMP) d'Amnéville, Jean Kiffer.

«Nous avons présenté ce projet de reprise au ministère de l'Economie et des Finances, vendredi à Paris, avec l'un des vice-présidents de Gerdau, le président de Sidenor (groupe sidérurgique espagnol contrôlé à 40 % par Gerdau) et Alain Grenaut, un ancien directeur de l'usine mosellane et actuel président du comité de défense de l'aciérie de Gandrange», a précisé M. Stahl. Peu auparavant, la ministre française de l'Economie, Christine Lagarde, avait déclaré sur *France Inter* que «l'objectif principal (du gouvernement) était de sauvegarder les emplois». «Si on peut sauvegarder l'activité par des investissements extérieurs, et je sais qu'il peut y avoir des partenaires privés intéressants, notre métier, c'est de les encourager, de servir de catalyse», avait-elle ajouté.

La semaine dernière à Metz, le directeur d'ArcelorMittal France, Daniel Soury-Lavergne, avait affirmé qu'«aucun repreneur ne s'était manifesté à ce jour» pour Gandrange. «On n'a pas d'éléments permettant de dire qu'il y a un repreneur. S'il y en a un, qu'il se dévoile», avait-il déclaré.

Egalement la semaine dernière, Edouard Martin, élu CFDT au comité d'entreprise eu-

ropéen d'ArcelorMittal, avait déclaré que le premier sidérurgiste mondial allait confirmer son plan de fermeture partielle de Gandrange, lors d'un comité d'établissement devant se tenir le 4 avril.

Interrogé dimanche à ce propos sur *BFM*, le ministre français du Budget, Eric Woerth, a estimé que le «gouvernement avait du mal à comprendre» la fermeture partielle devant être confirmée par ArcelorMittal, «un groupe très bénéficiaire».

«On est à la rencontre entre une stratégie industrielle et la volonté du gouvernement de maintenir sur son territoire une industrie performante», a ajouté M. Woerth, en rappelant qu'en visite à Gandrange en février, le président Nicolas Sarkozy avait dit que «l'Etat était prêt à investir sur le site, avec ou sans Mittal». Début mars, Bercy avait indiqué sans autre précision que des entreprises avaient manifesté leur «intérêt» pour une éventuelle reprise de Gandrange alors qu'ArcelorMittal n'a jamais dit que l'aciérie était à vendre. «En présentant Gerdau à Bercy, nous avons souligné que, puisqu'un repreneur existait, il appartenait à l'Etat d'éventuellement imposer une solution à ArcelorMittal», a encore indiqué M. Stahl.

Avec plus de 30 usines dans le monde, le groupe Gerdau, dont le siège est à Porto Allegre (Brésil), réalise à l'international plus de 60 % de son chiffre d'affaires (12,5 milliards de dollars en 2007). Dirigé par le Brésilien d'origine allemande Jorge Gerdau, 71 ans, il s'est imposé, en Amérique latine et en Amérique du Nord, dans les aciers longs, la spécialité de Gandrange. Il est actuellement le 14^e sidérurgiste mondial avec une production annuelle de plus de 16 millions de tonnes. (AFP)